

## ESPAGNOL

### ÉPREUVE COMMUNE : ORAL COMPTE RENDU DE DOCUMENTS

**Pedro Cordoba, Manuelle Péloille**

**Coefficient** : 2 , **Durée de préparation** : 1 heure

**Durée de passage devant le jury** : 30 minutes dont 20 à 25 d'exposé et 10 à 5 de questions

**Type de sujets donnés** : texte ou document

**Modalités de tirage du sujet** : tirage au sort d'un sujet (pas de choix)

**Liste des ouvrages généraux autorisés** : aucun

**Liste des ouvrages spécifiques autorisés** : aucun

Il y a eu cette année quatre candidats à présenter l'épreuve commune d'espagnol, soit moitié moins qu'en 2003 mais le double qu'en 2002. Notre discipline continue d'être assez marginale à l'ENS, de telle sorte que les choix des candidats, venant redoubler les aléas propres à tout concours, expliquent sans doute des variations interannuelles proportionnellement spectaculaires mais au bout du compte peu significatives pour ce qui est du nombre d'individus concernés.

Les textes proposés à la réflexion des candidats furent les suivants :

- un article de Martí sur le thème des races à Cuba (1893) ;
- un article d'Unamuno sur l'individualisme espagnol (1931) ;
- un texte d'Adolfo Sánchez Vázquez sur l'exil des républicains espagnols au Mexique (1991) ;
- un extrait du discours de Don Juan de Bourbon renonçant à la couronne (1977).

Rien, semble-t-il, qui dût surprendre outre mesure les candidats. Les notes obtenues sont les suivantes : un 7, deux 10, un 12. La moyenne s'établit donc à 9,75, soit 1 point de moins qu'en 2003, sans qu'on puisse, là encore, en tirer des conclusions statistiquement significatives.

L'ensemble a cependant laissé une impression un peu mitigée au jury, qui aurait souhaité pouvoir récompenser par une note à la hauteur un exposé particulièrement brillant. Le candidat qui a eu à présenter l'arrivée d'un groupe de réfugiés au Mexique a réussi la meilleure prestation, en partie parce qu'il a bien pu situer le passage dans son contexte historique et politique, en partie aussi parce qu'il s'exprimait avec aisance dans une langue correcte. Certains aspects du texte lui ont néanmoins échappé, notamment une strophe composée par l'un des exilés durant la traversée de l'Atlantique et citée littéralement par le narrateur : les allusions à la conquête, à l'inversion des rapports entre la « vieille » et la « nouvelle » Espagne au cours des siècles, qui semblaient à la fois transparentes et logiques étant donné les circonstances, n'ont suscité aucun commentaire lors de l'exposé et beaucoup d'incompréhension lors de la reprise.

Dans un article publié dans *El Sol* le 21 juillet 1931, au tout début donc de l'expérience républicaine et alors que la nouvelle Constitution allait adopter la solution de « *el Estado*

*integral* », Unamuno défendait une thèse qui peut sembler paradoxale dans le contexte espagnol (aussi bien à l'époque qu'aujourd'hui) : la liberté des individus est mieux garantie par un Etat central fort que par la constitution d'entités régionales autonomes. Une thèse purement jacobine donc, prenant simultanément parti pour les individus et pour l'Etat contre toutes les tentations des différents communautarismes, et cherchant un appui, là encore paradoxal – mais c'est le propre de la pensée d'Unamuno – dans le « proudhonisme » de Pi y Margall : l'anarchisme au secours de l'Etat ! Le sens global du texte a été compris mais le commentaire est resté assez proche de la paraphrase alors qu'il y avait amplement matière à élaborer une réflexion plus organisée en termes de philosophie politique. D'autant plus qu'en posant le problème en ces termes, on rencontrait des débats très actuels autour des différentes conceptions de la démocratie : il ne s'agissait pas de dériver sur des considérations à propos de la « décentralisation », des « identités », de « l'exception française » ou du modèle anglo-saxon, mais de mieux comprendre les tensions internes et externes du texte d'Unamuno, bref d'élaborer une problématique. Outre la dimension politique, il y avait aussi dans ce texte des références plus spécifiquement philosophiques (au sens de la métaphysique et même de la théologie) à l'« universel concret » de Hegel ou à la *Cité de Dieu*, dont le candidat n'a visiblement pas su que faire.

C'est aussi l'absence d'une problématique claire qui a un peu terni l'exposé sur le discours de Don Juan. Les aspects liés à la succession dynastique en tant que telle ont été escamotés parce que le candidat n'avait sans doute pas les moyens de répondre à une question simple : pourquoi est-ce seulement le 14 mai 1977 que le comte de Barcelone renonce à exercer ses droits à la couronne alors que Juan Carlos avait été couronné le 22 novembre 1975 ? Mais la question méritait au moins d'être posée. Car au-delà des contraintes purement politiques – que le candidat a su voir – était en jeu la légitimité de l'institution monarchique elle-même, dont les règles ne sont pas soumises aux aléas des rapports de force à un moment donné. Toute l'organisation rhétorique du texte ainsi que le soin extrême avec lequel étaient choisies les différentes formulations en étaient tributaires.

L'exposé sur l'article de Martí intitulé « *Mi raza* », enfin, a surtout souffert d'une maîtrise insuffisante de la langue : prononciation, déplacements systématique d'accents, confusions entre le masculin et le féminin ou entre les formes de l'indicatif et celles du subjonctif. Il est impossible dans ces conditions d'avoir la moyenne.

On retiendra surtout de ce compte rendu rapide des différentes prestations la nécessité de s'exprimer dans une langue correcte et fluide ainsi que celle de dépasser la paraphrase en éclairant les documents par leur contexte mais aussi en élaborant une problématique pertinente dans chaque cas.

## «Mi raza»

Esa de racista está siendo una palabra confusa y hay que ponerla en claro. El hombre no tiene ningún derecho especial porque pertenezca a una raza o a otra: dígase hombre, y ya se dicen todos los derechos. El negro, por negro, no es inferior ni superior a ningún otro hombre; peca por redundante el blanco que dice: «Mi raza»; peca por redundante el negro que dice: «Mi raza». Todo lo que divide a los hombres, todo lo que especifica, aparta o acorrala es un pecado contra la humanidad.

[...]

En Cuba no hay temor a la guerra de razas. Hombre es más que blanco, más que mulato, más que negro. En los campos de batalla murieron por Cuba, han subido juntas por los aires, las almas de los blancos y de los negros. En la vida diaria de defensa, de lealtad, de hermandad, de astucia, al lado de cada blanco hubo siempre un negro. Los negros, como los blancos, se dividen por sus caracteres, tímidos o valerosos, abnegados o egoístas, en los partidos diversos en que se agrupan los hombres. Los partidos políticos son agregados de preocupaciones, de aspiraciones, de intereses y de caracteres. Lo semejante esencial se busca y halla por sobre las diferencias de detalle; y lo fundamental de los caracteres análogos se funde en los partidos, aunque en lo incidental o en lo postergable al móvil común difieran. Pero en suma, la semejanza de los caracteres, superior como factor de unión a las relaciones internas de un color de hombres graduado y en su grado a veces opuesto, decide e impera en la formación de los partidos. La afinidad de los caracteres es más poderosa entre los hombres que la afinidad del color. Los negros, distribuidos en las especialidades diversas u hostiles del espíritu humano, jamás se podrán ligar, ni desearán ligarse, contra el blanco, distribuido en las mismas especialidades. Los negros están demasiado cansados de la esclavitud para entrar voluntariamente en la esclavitud del color. Los hombres de pompa e interés se irán de un lado, blancos o negros; y los hombres generosos y desinteresados se irán de otro. Los hombres verdaderos, negros o blancos, se tratarán con lealtad y ternura, por el gusto del mérito y el orgullo de todo lo que honre la tierra en que nacimos, negro o blanco. La palabra racista caerá de los labios de los negros que la usan hoy de buena fe, cuando entiendan que ella es el único argumento de apariencia válida y de validez en hombres sinceros y asustadizos, para negar al negro la plenitud de sus derechos de hombre. Dos racistas serían igualmente culpables: el racista blanco y el racista negro. Muchos blancos se han olvidado ya de su color, y muchos negros. Juntos trabajan, blancos y negros, por el cultivo de la mente, por la propagación de la virtud, por el triunfo del trabajo creador y de la caridad sublime.

En Cuba no hay nunca guerra de razas. La República no se puede volver atrás; y la República, desde el día único de redención del negro en Cuba, desde la primera constitución de la independencia el 10 de abril en Guáimaro, no habló nunca de blancos ni de negros. Los derechos públicos, concedidos ya de pura astucia por el Gobierno español e iniciados en las costumbres antes de la independencia de la Isla, no podrán ya ser negados, ni por el español que los mantendrá mientras aliente en Cuba para seguir dividiendo al cubano negro del cubano blanco, ni por la independencia. que no podría negar en la libertad los derechos que el español reconoció en la servidumbre.

Y en lo demás, cada cual será libre en lo sagrado de la casa. El mérito, la prueba patente y continua de cultura y el comercio inexorable acabarán de unir a los hombres. En Cuba hay mucha grandeza en negros y blancos.

José MARTÍ, «Mi raza», *Patria*, 16 de abril de 1893

## El individualismo español

No bien leído en ese mismo diario el artículo del amigo Araquistain sobre «El complejo sindicalista», tomo la pluma, y no con talante polémico, para comentar algo de lo que en él dice su autor. Es esto: «La tesis del individualismo español, o sea el antiestatismo español, como generalización, me ha parecido siempre una tontería. Un régimen tan férreamente estatista como el que ha imperado en España durante tantos siglos no se explica sin una anuencia espiritual de la mayoría del pueblo.»

Dejemos por ahora la segunda parte de lo citado, eso de que el régimen español haya sido férreamente estatista, lo que me parece un error de historia, sino que antes más bien lo que llamamos Estado o Poder central - que ni es central- ha sido en España de una debilidad manifiesta. Dejemos esto para detenernos en lo de «el individualismo español, o sea el antiestatismo español»... ¿Es que son términos convertibles? ¿Es que el individualista, por serlo, es anti-estatista? ¿Es que quien pone sobre todo en el orden civil los llamados derechos individuales, los de la Revolución francesa, es que el liberal, el neto liberal, se opone por ello al Estado? ¿Es que vamos a volver a la tesis spenceriana del individuo contra el Estado? Creo más bien lo contrario, y más si por Estado entendemos el Poder más amplio, el más extenso, el más universal. Tratándose de individuos españoles, el Estado español, el Poder público de la nación española. Y digo que el individuo busca la garantía de sus derechos individuales en el Estado más extenso posible, a las veces, en Poderes internacionales. Lo que sabía muy bien Pi y Margall, que era un proudhoniano.

Por individualismo español, por liberalismo español, es por lo que vengo predicando contra Poderes intermedios, municipales, comarcales, regionales o lo que sean, que puedan cercenar la universalidad del individuo español, su españolidad universal. Yo sé que en mi nativa tierra vasca, por ejemplo; y lo mismo en Cataluña, en Galicia, en Andalucía o en otra región española cualquiera, ha de ser el Poder público de la nación española – llámesele, si se quiere, Estado español – el que ha de proteger la libertad del ciudadano español, sea o no nativo de la región en que habite y esté radicado en ella contra las intrusiones del espíritu particularista, del «estadillo» a que tiende la región. Como la experiencia me ha enseñado que los llamados caciques máximos o centrales, los grandes caciques de Estado, si alguna vez se apoyaban en los caciquillos locales, comarcales o regionales, muchas veces defendían a los desvalidos, a los ciudadanos sueltos, contra los atropellos, de estos caciquillos.

Hay una conocidísima doctrina lógica que enseña que la comprensión de un concepto está en razón inversa de su extensión, que cuantas más notas la definen se aplica a menos individuos, y así escarabajo-coleóptero-insecto-articulado-animal-viviente-ente es serie que va creciendo en extensión y menguando en comprensión. Y así yo, mi propia individualidad, soy lo más comprensivo y lo menos extensivo, y el concepto de ente o ser lo más extensivo y lo menos comprensivo. Pero hay Dios, que es algo, como lo que Hegel llamaba el universal concreto; hay el Universo, que sueño que sea consciente de sí; hay la totalidad individualizada y penonalizada, y hay, en el orden político, la Ciudad de Dios.

Es, pues, por individualismo, es por liberalismo, por lo que cuando se dice «Vasconia libre» -«Euskadi askatuta» en esperanto eusquérico-, o «Catalunya lliure», o «Andalucía libre», me pregunto: «Libre, ¿de qué?; libre, ¿para qué?» ¿Libre para someter al individuo español que en ella viva y la haga vivir, sea vasco, catalán o andaluz, o no lo sea, a modos de convivencia que rechace la integridad de su conciencia? ¡Esto no! Y sé que ese individuo español, indígena de la región en que viva o advenedizo a ella, tendrá que buscar su garantía en lo que llamamos el Estado español. Sé que los ingenuos españoles que voten por plebiscito un Estatuto regional cualquiera tendrán que arrepentirse, los que tengan individualidad consciente, de su voto cuando la región los oprima, y tendrán que acudir a España, a la España integral, a la España más unida e indivisible, para que proteja su individualidad. Sé que en Vasconia, por ejemplo, se le estorbará y empecerá ser vasco universal a quien sienta la santa libertad de la universalidad vasca, a quien no quiera ahogar su alma adulta en pañales de niñez espiritual, a quien no quiera hacer de Edipo.

Miguel de Unamuno, *El Sol*, 21 de julio de 1931.

Quince días duró la travesía del *Sinaia*. Fue tremendamente emotivo el paso por el estrecho de Gibraltar al divisar por última vez tierra española. Ya el pleno Atlántico, con la vista puesta en nuestro futuro inmediato, procuramos los embarcados enriquecer nuestros pobres conocimientos acerca de la historia y sociedad contemporánea de México. Todo ello bajo la guía de nuestros conductores, los inolvidables F.G. y su esposa S. El periódico que redactamos a bordo — en mimeógrafo — registraba nuestra vida a bordo y especialmente la intensa actividad cultural y social que desarrollábamos en aquellos días. Mis compañeros de bodega — por supuesto que no había camarotes, para nosotros — eran J. R. y P. G. Fuimos por ello J. R. y yo los primeros en escuchar el poema «Entre España y México» que P. G. había concebido — sí, concebido, pues nunca escribía físicamente — la noche anterior, y cuya última estrofa decía así:

Como en otro tiempo por la mar salada  
te va un río español de sangre roja,  
de generosa sangre desbordada...  
Pero eres tú, esta vez, quien nos conquista  
y para siempre, ¡oh vieja y nueva España!

Llegamos a Veracruz — una ciudad que J.R. comparó con el Cádiz romántico del mediados de siglo XIX — el 13 de junio de 1939. En el puerto nos esperaba la acogida entusiasta de 20 mil jarocho\* (trabajadores en su mayoría), así como los cálidos saludos del licenciado García Téllez, secretario de Gobernación y representante personal del general Cárdenas, y el licenciado Vicente Lombardo Toledano, secretario general de la poderosa CTM (Confederación de Trabajadores de México). Desembarcamos entre aplausos y vítores. Al hacerlo, estrenábamos una nueva e incierta vida: la del exilio.

El México al que llegábamos era del último año del periodo del general Cárdenas, el presidente que había dado una dimensión más radical a la Revolución Mexicana. Un año antes había dado un paso histórico trascendental: la expropiación petrolera. Nuestra imagen de México, forjada sobre todo en las lecturas, conferencias y pláticas de la travesía, tendía a idealizar al país que con ansia esperábamos encontrar. La acogida entusiasta de Veracruz vino a reforzar aún más esa imagen. Pero pronto empezamos a ver las contradicciones de un país en el que con asombro nuestro hasta los reaccionarios usaban la palabra «revolución». No todo ciertamente era tan revolucionario — en sentido propio — como pensábamos. La derecha tradicional y la prensa nacional en su mayor parte concentraron en nosotros los epítetos más ofensivos para ofender así al gobierno de Cárdenas. Sin embargo, en la calle, en los centros de estudio y de trabajo, esto era más bien la excepción que la regla. Las autoridades, el movimiento obrero y los intelectuales nos tendían generosamente la mano, haciendo suyo el gesto de nobleza y humanidad de Cárdenas. Con la emigración española venía lo más granado de la intelectualidad española, y con ella, perdidos en el anonimato, miles de hombres dispuestos a dar todo lo que podían al país que les abría sus puertas. Ciertamente es que los exiliados españoles con el tiempo fueron dejando una fecunda cosecha, como hoy reconocen sin reserva alguna los propios mexicanos. Pero en la decisión de Cárdenas no se trataba sólo — aunque esto para un político no podía dejar de contar — del cálculo y de la previsión de los beneficios que podía reportar al país, sino de una decisión de principio al ofrecer una hospitalidad generosa a los perseguidos en su patria.

Tomando en cuenta lo que en México podía hacerse, dado el nivel en que se encontraba el desarrollo material y cultural de entonces, cada quien orientó su vida como pudo, en un campo u otro. Se trataba de adaptarse a un medio que se desconocía por completo, y de adaptarse en condiciones que, no obstante la generosa hospitalidad, significaba construirse una nueva vida marcada por el desgarrón terrible del destierro. Éramos eso: desterrados y no simples transterrados, como nos calificó después Gaos. Nunca estuve de acuerdo con esta expresión de mi maestro por las razones que el lector podrá encontrar en mi escrito «Fin del exilio y exilio sin fin». Nos pusimos, pues, a encauzar nuestra nueva vida con la firme creencia de que ella constituiría un paréntesis de breves años hasta la vuelta a la patria.

Adolfo SÁNCHEZ VAZQUEZ, *Del exilio en México* (1991)

\*jarocho : habitante de la región de Veracruz

## **Discurso de renuncia de Don Juan de Borbón, 14-5-1977**

Mi padre, Su Majestad el Rey Alfonso XIII, el 14 de abril de 1931, en su mensaje de despedida al pueblo español, suspendió deliberadamente el ejercicio del poder, manifestando de forma terminante que deseaba apartarse de cuanto fuese lanzar un compatriota contra otro en fratricida guerra, pero sin renunciar a ninguno de sus derechos, que no consideraba suyos, sino, como dijo, "un depósito acumulado por la Historia, de cuya custodia ha de pedirme rigurosa cuenta". Esta actitud de mi padre, que revela un amor acendrado a España, que todos le han reconocido, ha sido una constante de mi vida, pues desde joven me consagré a su servicio.

Por circunstancias especiales de todos conocidas recayó sobre mí este depósito sagrado y el Rey Alfonso XIII, el 15 de enero de 1941, en su manifiesto de abdicación, decía: "Ofrezco a mi Patria la renuncia de mis derechos para que por ley histórica de sucesión a la Corona quede automáticamente designado, sin discusión posible en cuanto a la legitimidad, mi hijo el Príncipe Don Juan, que encarna en su persona la institución monárquica y que será el día de mañana, cuando España lo juzgue oportuno, el Rey de todos los españoles".

En su testamento recomendó a su familia que me reconociesen como Jefe de la Familia Real, como siempre le había correspondido al Rey en la Monarquía española.

Cuando llegó la hora de su muerte, con plena conciencia de sus actos, invocando el santo nombre de Dios, pidiendo perdón y perdonando a todos, me dio, estando de rodillas, junto a su lecho, el último mandato: "Majestad: sobre todo, España".

[...]

El amor inmenso a España, que caracterizaba fundamentalmente al Rey Alfonso XIII, me lo inculcó desde niño, y creo no solo haberlo conservado, sino quizá aumentado en tantos años de esperanza ilusionada. El espíritu de servicio a nuestro pueblo, la custodia de los derechos de la dinastía, el amor a nuestra bandera, la unidad de la Patria, admitiendo su enriquecimiento con las peculiaridades regionales, han sido constantes que, grabadas en mi alma, me han acompañado siempre.

El respeto a la voluntad popular, la defensa de los derechos personales, la custodia de la tradición, el deseo del mayor bienestar posible promoviendo los avances sociales justos, han sido y serán preocupación constante de nuestra familia, que nunca regateó esfuerzo y admitió todos los sacrificios, por duros que fuesen, si se trataba de servir a España. En suma, el Rey tiene que serlo para todos los españoles.

Fiel a estos principios, durante treinta y seis años he venido sosteniendo invariablemente que la institución monárquica ha de adecuarse a las realidades sociales que los tiempos demandan; que el Rey tenía que ejercer un poder arbitral por encima de los partidos políticos y clases sociales sin distinciones; que la Monarquía tenía que ser un Estado de Derecho, en el que gobernantes y gobernados han de estar sometidos a las leyes dictadas por los organismos legislativos constituidos por una auténtica representación del pueblo español, había que respetar el ejercicio y la práctica de las otras religiones dentro de un régimen de libertad de cultos, como estableció el Concilio Vaticano II; y, finalmente, que España, por su historia y por su presente, tiene derecho a participar destacadamente en el concierto de las naciones del mundo civilizado,

No siempre este mi pensamiento político llegó exactamente a conocimiento de los españoles a pesar de haber estado en todo momento presidido por el mejor deseo de servir a España. También sobre mi persona y sobre la Monarquía se vertieron toda clase de juicios adversos, pero hoy veo con satisfacción que el tiempo los está rectificando.

Por todo ello, instaurada y consolidada la Monarquía en la persona de mi hijo y heredero Don Juan Carlos, que en las primeras singladuras de su reinado ha encontrado la aquiescencia popular claramente manifestada y que en el orden internacional abre nuevos caminos para la Patria, creo llegado el momento de entregarle el legado histórico que heredé y, en consecuencia, ofrezco a mi Patria la renuncia de los derechos históricos de la Monarquía española, sus títulos, privilegios y la jefatura de la familia y Casa Real de España, que recibí de mi padre, el Rey Alfonso XIII, deseando conservar para mí, y usar como hasta ahora, el título de Conde de Barcelona.

En virtud de esta mi renuncia, sucede en la plenitud de los derechos dinásticos como Rey de España a mi padre el Rey Alfonso XIII, mi hijo y heredero el Rey Don Juan Carlos I.

¡Majestad, por España, todo por España, viva España, viva el Rey!.